



Travailler plus longtemps, c'est mort !

Aujourd'hui Macron-Borne et consorts nous mènent en bateau en disant que pour « sauver nos retraites », il faudrait travailler plus longtemps. Tout ceci est une triste mascarade. Ce sont les fossoyeurs de notre système de retraite par répartition qui prétendent le sauver. Il faut le répéter : il n'existe aucun problème de financement de nos retraites à long terme. Même le Conseil d'orientation des retraites (COR) le reconnaît et l'a confirmé encore récemment devant les parlementaires.

Au-delà, parler de nos retraites uniquement sous l'angle des considérations comptables et du jargon technocratique est insupportable.

Nous ne sommes pas des variables d'ajustement ni des stocks de main d'œuvre corvéables à merci par les gestionnaires du capitalisme.

Lorsque nous parlons de nos retraites nous voulons parler de notre santé, de nos vies, de notre travail, de notre bien-être, pour nous et pour nos enfants.

■ Travailler davantage, c'est impossible à supporter physiquement et moralement

Plus on recule l'âge de départ à la retraite, plus on augmente la misère des plus pauvres, plus on les prive de toute retraite (à 64 ans un tiers des hommes les plus pauvres sont déjà morts) et plus on prive le plus grand nombre des possibilités d'épanouissement dans sa fin de vie.

Ce n'est pas nos retraites qu'ils veulent sauver mais les profits des entreprises et les dividendes des actionnaires, en conservant des mesures d'aides publiques en robinet ouvert : activité partielle, apprentissage, CICE, en baissant les impôts des entreprises au nom de la « compétitivité », etc. En 40 ans, ces aides aux entreprises ont été multipliées par 15¹. Elles représentaient 157 milliards d'euros en 2019. En 2021, elles pourraient avoir dépassé les 200 milliards.

200 milliards d'euros c'est également le montant des bénéfices engrangés par les milliardaires français

¹ Selon une étude commandée par la CGT à l'IRES et au CLERSE

depuis 2021 soit une hausse de leur fortune de 58%².

Alors que les plus riches se gavent, le gouvernement continue de nous faire payer ses cadeaux en sabrant dans les services publics et les solidarités collectives. La réforme actuelle a ainsi simplement pour but de limiter la dépense publique tout en poursuivant une baisse de la fiscalité et des prélèvements sociaux pour les entreprises et les plus riches.

La retraite est un choix politique de partage des richesses, de justice sociale, de conditions de travail.

■ Travailler tous, moins et autrement

Plus globalement, le problème des retraites doit être inscrit dans la perspective générale du travail, de son utilité sociale, de son partage et du partage égalitaire des richesses qu'il génère.

Lutter pour des retraites dignes aujourd'hui, c'est aussi lutter pour une réduction drastique du temps de travail, rendue possible et nécessaire par les progrès techniques. C'est réorienter l'activité vers des métiers utiles socialement et lutter pour l'élimination progressive des tâches inutiles et parasites dont les objectifs exclusifs sont les bénéfices financiers et qui contribuent lourdement à la destruction de l'équilibre de la planète.

Le gouvernement fait le choix d'une réforme inique qui va encore accroître les inégalités.

À minima, la CNT revendique :

- la hausse généralisée des retraites, des pensions et des salaires les plus bas pour faire face à l'inflation et aux financements sociaux ;
- le retour à l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans pour 37,5 annuités de cotisation afin de profiter de la vie en bonne santé ;
- la possibilité d'un départ anticipé à 55 ans en priorisant la pénibilité des tâches et les contraintes liées à la maternité et à l'éducation des enfants ;
- l'abandon de la décote, qui pénalise les vies chaotiques ;
- le maintien d'un système de protection sociale solidaire par répartition et la gestion directe des caisses par les travailleur-euses.

■ Ne laissons pas le capitalisme et l'État diriger nos vies

Après le succès des mobilisations massives du 19 janvier, il faut poursuivre et amplifier la lutte en étant au moins aussi nombreux en grève et dans les manifestations le 31 janvier prochain.

La CNT appelle à se réunir en assemblées générales, avec les syndicats de combat, pour décider des luttes à mener et discuter de la reconduction de la grève après le 31.

La CNT soutient toutes les initiatives pour mettre en place des caisses de grève.

25 janvier 2023



<http://cnt-tas.org>

Fédération

Trabail, **E**mploi et
Formation **P**rofessionnelle



 cnt_tefp

 cnttefp

 federation.cnt.tefp

 Cnt Tefp

 federation@cnt-tas.org